



## **Communiqué de presse**

### **La crise de la sur-incarcération des Autochtones atteint un nombre record**

**Le 22 janvier 2020** (Ottawa, Ont.) - La proportion des Autochtones parmi les populations carcérales a atteint un niveau record, selon de nouveaux chiffres du Dr Ivan Zinger, enquêteur correctionnel du Canada.

Les Autochtones représentent 5 pour cent de la population du Canada<sup>1</sup>, mais ils compteraient pour 30 pour cent des détenus sous garde fédérale, soit 25 pour cent de plus qu'il y a seulement quatre ans. Ces chiffres sont plus alarmants pour les femmes autochtones, qui représentent 42 pour cent des femmes dans les prisons fédérales.

Le Dr Zinger note que le Service correctionnel du Canada (SCC) contribue à ces « déséquilibres troublants et enracinés dans le système », car les détenus autochtones sont plus susceptibles d'être placés en sécurité maximale, d'être impliqués dans des incidents de recours à la force et d'être placés en isolement<sup>2</sup>. Même s'ils s'inscrivent à des programmes de réadaptation plus rapidement et les terminent à des taux plus élevés que les autres détenus, les délinquants autochtones sont libérés plus tard et voient leur libération révoquée plus souvent.<sup>3</sup>

« Le Canada enferme les Autochtones à un taux six fois plus élevé que le reste de la population. C'est honteux », note le chef national du Congrès des peuples autochtones (CPA), Robert Bertrand. « Le CPA parle de cette question depuis plus de quarante ans maintenant. Aucun leader au Canada ne peut prétendre ignorer cette crise. »

Les peuples autochtones doivent faire face à des inégalités économiques, à la discrimination et à l'héritage des pensionnats indiens mais aussi à un traitement plus dur à chaque étape du système de justice comme le montrent les études<sup>4 5</sup>.

« Les aînés et les communautés doivent participer à la guérison des individus et de leur proches », a déclaré la vice-chef du CPA, Kim Beaudin, « et nous devons leur donner les outils dont ils ont besoin pour se réintégrer dans leurs collectivités. » Le CPA et le Bureau de l'enquêteur correctionnel ont réclamé une stratégie nationale sur la désaffiliation des gangs, une augmentation du financement et de la disponibilité de programmes spécifiques aux Autochtones, ainsi qu'un nombre plus important de pavillons de ressourcement.

- supplément -

---

<sup>1</sup> Recensement de 2016 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>

<sup>2</sup> Office of the Correctional Investigator. Les Autochtones sous garde fédérale dépassent les 30 % Énoncé des enjeux et défi de l'enquêteur correctionnel. Le 21 janvier 2020

<sup>3</sup> Rapport du Bureau de l'enquêteur correctionnel, 2018-19

<sup>4</sup> Bracken, Denis C., Deane, Lawrence & Morrissette, Larry (2009) Desistance and social marginalization: The case of Canadian Aboriginal offenders, *Theoretical Criminology*, 13 (1): 61-78.2009: 66,

<sup>5</sup> Tauri, Juan M. & Porou, Ngati (2014) Criminal Justice as a Colonial Project in Settler-Colonialism, *African Journal of Criminology and Justice Studies*, 8 (1): 20-37

"Le SCC semble penser que leurs politiques actuelles sont suffisantes pour faire face à cette crise et inverser les tendances de la sur-incarcération, mais les choses ne s'améliorent pas", a déclaré le chef national Bertrand. "Elles ne font qu'empirer."

La déclaration du Bureau de l'enquêteur correctionnel est disponible à <https://www.oci-bec.gc.ca/cnt/comm/press/press20200121-fra.aspx>

-30-

***Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:***

Jessica Dawson, Adjointe executive

613-747-6022

[j.dawson@abo-peoples.org](mailto:j.dawson@abo-peoples.org)

*Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 70% des autochtones vivent hors réserve au Canada.*